

Communiqué de presse

TRADUCTION POUR INFORMATION – cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

S&P confirme la note 'A+' de la Communauté d'agglomération de Tour(s) Plus. La perspective reste stable.

PARIS, le 23 octobre 2015. Standard & Poor's confirme la note de référence à long terme 'A+' attribuée à Tour(s) Plus. La perspective reste stable.

La note reflète le cadre institutionnel « très prévisible et équilibré » des communautés d'agglomération françaises ainsi qu'une économie tourangelle « forte » dans un contexte international. La note prend également en compte notre appréciation d'une flexibilité budgétaire « moyenne », de performances budgétaires « moyennes », d'engagements hors bilan « modérés » et d'une gouvernance et gestion financières « satisfaisantes ». Par ailleurs, en dépit de disponibilités actuellement importantes, nous estimons que la situation de liquidité de Tour(s) Plus est « adéquate » en raison d'une volatilité attendue du ratio de couverture du service de la dette.

Toutefois, la note reste contrainte par un endettement consolidé qui devrait rester « très élevé ». La note à long terme de la communauté d'agglomération est équivalente à son profil individuel de crédit que nous évaluons à 'a+'.

Nous considérons que le cadre institutionnel et financier des communautés d'agglomération françaises est « très prévisible et équilibré », en raison notamment d'une bonne adéquation des recettes et des dépenses. En effet, en 2014, Tour(s) Plus a maintenu des performances budgétaires saines affichant un taux d'épargne brute en légère augmentation à 25,5% des recettes de fonctionnement (24% en 2013) et un large excédent de financement après investissement représentant près de 11% des recettes totales. Cette légère augmentation est due principalement à des recettes exceptionnelles provenant du versement transport, de la redevance assainissement et des recettes d'investissement. En excluant ces effets, le taux d'épargne brute s'établit à près de 21% - soit un niveau qui reste supérieur à nos anticipations de notre précédent scénario central (18%). Par ailleurs, en raison de retards dans la livraison de bus, l'ajustement des dépenses d'investissement attendu suite à la réalisation de la première ligne de tramway a été plus prononcé que dans notre précédent scénario central. Les dépenses d'investissement ont atteint 75 millions d'euros en 2014 contre 96 millions d'euros attendus dans notre précédent scénario central.

Par ailleurs, nous considérons qu'avec des recettes modifiables à la hausse représentant 40% des recettes de fonctionnement en 2014, Tour(s) Plus dispose d'une flexibilité budgétaire « moyenne ». Dans cette optique, nous relevons la volonté politique forte de ne pas recourir au levier fiscal et la limite que représente la règle de liaison des taux. Néanmoins, nous estimons que la Communauté d'agglomération pourrait y avoir recours en cas de besoin. Dans la mesure où une grande partie des dépenses de fonctionnement de la Communauté d'agglomération est rigide,

notamment les frais de personnel, l'attribution de compensation ou la subvention à l'opérateur de transport, nous estimons que les marges de manœuvre de Tour(s) Plus reposent sur sa capacité à ajuster ses dépenses d'investissement qui devraient représenter 21% des dépenses totales entre 2015-2017 dans notre scénario central.

A l'avenir, conformément à notre précédent scénario central, nous estimons que Tour(s) Plus devrait présenter des performances budgétaires « moyennes » affichant notamment une baisse graduelle de son taux d'épargne brute à 18% des recettes de fonctionnement en moyenne entre 2015 et 2017. En effet, en raison notamment de la décision du gouvernement d'accentuer la baisse de ses concours financiers aux collectivités locales entre 2015 et 2017, nous anticipons une diminution des recettes de fonctionnement de l'ordre de 0,4% en moyenne annuelle entre 2015 et 2017 (hors recettes exceptionnelles). Dans le même temps, nous nous attendons à une croissance des dépenses de fonctionnement de l'ordre de 2% en moyenne annuelle entre 2015 et 2017 (hors dépenses exceptionnelles). Ceci, combiné à des dépenses d'investissement annuelles estimées à 63 millions d'euros en moyenne sur la période 2015-2017, devrait se traduire par des besoins de financements représentant 6% des recettes totales sur la période, contre un niveau très élevé de 17% en 2013-2014.

En 2014, l'encours de dette de Tour(s) Plus a très légèrement augmenté pour atteindre 421 millions d'euros contre 420 millions en 2013. En raison de l'augmentation exceptionnelle des recettes d'investissements survenue cette année, le taux d'endettement a décliné à 193% des recettes de fonctionnement contre 214% en 2013. Dans notre scénario central, nous nous attendons à une légère baisse de l'endettement consolidé qui devrait néanmoins demeurer à un niveau très élevé de 191% en 2017. Ceci reflète principalement notre anticipation d'une baisse de l'endettement des budgets annexes de la communauté d'agglomération et d'une limitation de son recours à l'emprunt grâce à ses disponibilités importantes.

Cependant, nous considérons la gouvernance et la gestion financières de Tour(s) Plus comme « satisfaisantes ». En effet, si nous reconnaissons la volonté de l'agglomération de renforcer la maîtrise des dépenses de fonctionnement et sa gestion prudente de la dette, nous estimons que la visibilité en termes de planification financière et de trésorerie à long terme ainsi que d'objectifs budgétaires et d'endettement est limitée.

Nous considérons les risques hors-bilan de Tour(s) Plus comme « modérés ». Ils sont principalement constitués des garanties d'emprunts octroyées à des organismes de logement social. À fin 2014, les garanties d'emprunt représentaient 55% des recettes de fonctionnement de la Communauté d'agglomération.

Au 1er janvier 2014, la communauté d'agglomération de Tour(s) Plus a intégré 3 nouvelles communes (Chanceaux-sur-Choisille, Parçay-Meslay et Rochecorbon) et compté désormais près de 300,000 habitants. Nous continuons d'estimer que l'économie tourangelle est « forte » dans un contexte international avec un PIB par habitant proche de 27,700 euros en 2012 (Source Eurostat – Donnée pour le Département d'Indre-et-Loire) et des spécialisations dans l'électronique et la pharmacie.

Liquidité

Standard & Poor's juge « adéquate » la situation de liquidité de Tour(s) Plus. Nous considérons que la communauté d'agglomération bénéficie de flux de trésorerie (notamment les dotations de l'Etat et les reversements de fiscalité)

prévisibles et réguliers et d'un accès « satisfaisant » à la liquidité externe. Nous anticipons que Tour(s) Plus affichera un ratio de couverture du service de la dette très élevé au cours des 12 prochains mois en raison de disponibilités importantes. Cependant, nous estimons que ce ratio devrait décroître au-delà de cette période.

En effet, Tour(s) Plus n'ayant pas contracté de lignes de trésorerie, sa position de liquidité dépend de son solde disponible sur son compte au Trésor. A fin 2014, son solde de trésorerie s'élevait à près de 80 millions d'euros. En conséquence, nous estimons que le solde moyen de trésorerie devrait couvrir plus de 100% du service de la dette au cours des douze prochains mois. Néanmoins, au-delà de cette période, ce ratio devrait structurellement décroître en dessous de 100% dans la mesure où Tour(s) Plus devrait utiliser ses disponibilités pour limiter son recours à l'emprunt.

Perspective : Stable

La perspective stable reflète notre anticipation selon laquelle Tour(s) Plus maintiendra un taux d'épargne brut élevé et limitera l'augmentation de son endettement d'ici 2017.

Dans notre scénario optimiste, une action positive sur la note pourrait être envisagée dans les 24 prochains mois si Tour(s) Plus affichait des besoins de financement moins élevés grâce à un contrôle plus strict des dépenses de fonctionnement et des recettes de fonctionnement légèrement plus dynamiques. Ceci nous conduirait également à revoir à la hausse notre appréciation de la gouvernance et de la gestion financière.

A l'inverse, la note pourrait être sous pression dans les 24 prochains mois si, conformément à notre scénario pessimiste, Tour(s) Plus affichait une détérioration plus prononcée de ses performances budgétaires sans ajustement sur les recettes de fonctionnement conduisant à un besoin de financement supérieur à 10% des recettes totales.

Contact presse

- Josy Soussan, Paris +33 (0)1 44 20 67 08
- josy.soussan@standardandpoors.com

Contacts analytiques

- Laurent Niederberger, Paris
- Jean-Baptiste Legrand, Paris

Statistiques financières

Tableau 1

Statistiques financières de la Communauté d'agglomération Tour(s) Plus (scénario central)					
(En millions d'euros)	2013	2014	2015 (SC)	2016 (SC)	2017 (SC)
Recettes de fonctionnement	197	218	207	207	208
Dépenses de fonctionnement	150	162	169	170	173
Épargne brute	47	56	38	37	35
Épargne brute (% recettes de fonctionnement)	23,8	25,5	18,2	17,7	16,7
Recettes d'investissement	70	48	16	11	11
Dépenses d'investissement	151	75	61	64	64
Solde de financement après investissements	-35	29	-7	-16	-18

Tableau 1

Statistiques financières de la Communauté d'agglomération Tour(s) Plus (scénario central) (cont.)					
Solde de financement après investissements (% recettes totales)	-12,9	10,7	-3,3	-7,2	-8,4
Remboursement du capital de la dette	48	20	21	21	21
Emprunts nouveaux	34	20	8	15	15
Solde final	-49	29	-20	-22	-25
Recettes modifiables (% des recettes de fonctionnement*)	41,9	39,8	42,0	42,8	43,5
Dépenses d'investissement (% des dépenses totales*)	40,7	24,3	20,5	21,2	21,0
Dette directe en fin d'année	420	420,8	408,4	402,5	396,1
Dette directe (% recettes de fonctionnement)	213,4	193,1	197,4	194,8	190,7
Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées)	213,5	193,2	197,5	194,9	190,8
Charges financières (% des recettes de fonctionnement)	8,9	7,6	7,9	7,6	7,5
Service de la dette (% des recettes de fonctionnement)	33,1	16,8	17,8	17,7	17,8

SC - projections du scénario central de Standard & Poor's

Source: Comptes 2013-2014 retraités par S&P, Projections Standard & Poor's 2015-2017. * inclut l'Attribution de Compensation

Statistiques socio-économiques

Tableau 2

Statistiques économiques de la Communauté d'agglomération Tour(s) Plus				
	2011	2012	2013	2014
Population	278,990	289,421	n.d.	n.d.
Taux de chômage (%)	7,7	8,4	9,0	9,1
PIB (nominal) par habitant (en euros)*	27,400	27,700	n.d.	n.d.

Source: INSEE, Eurostat

* Donnée pour le Département d'Indre et Loire

n.d: données non disponibles

Scores Publiés

Tableau 3

Synthèse des scores pour la Communauté d'agglomération de Tour(s) Plus*	
Cadre institutionnel	Très Prévisible et équilibré
Economie	Forte
Gouvernance et gestion financières	Satisfaisantes
Flexibilité Budgétaire	Moyenne
Performances Budgétaires	Moyennes
Liquidité	Adéquate
Dette	Très Elevée
Engagements Hors-Bilan	Modérés

Tableau 3

Synthèse des scores pour la Communauté d'agglomération de Tour(s) Plus* (cont.)

*Les notes de Standard & Poor's sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de huit principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus, conformément à notre méthodologie. La partie A de notre méthodologie "Methodology For Rating Non-US Local And Regional Governments" publiée le 30 juin 2014 indique comment ces huit facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation.

Statistiques : France

- Sovereign Risk Indicators, October 12, 2015.

Méthodologie et rapports associés

- Methodology For Rating Non-U.S. Local And Regional Governments, Jun. 30, 2014
- Methodology And Assumptions For Analyzing The Liquidity Of Non-U.S. Local And Regional Governments And Related Entities And For Rating Their Commercial Paper Programs, Oct. 15, 2009
- French Local And Regional Governments Will Contain Debt Growth Until 2016 By Cutting Capital Spending, March 18, 2015.
- Institutional Framework Assessments For International Local And Regional Governments", February 5, 2015
- Public Finance System Overview: Institutional System For Cities And Intercity Structures Is Predictable And Well Balanced, Sept. 5, 2013
- 2014 Annual International Public Finance Default Study And Rating Transitions, June 8, 2015.

Conformément à nos procédures et politiques en vigueur, le comité de notation était composé d'analystes habilités à voter dans le cadre de ce comité, suffisamment expérimentés pour posséder le niveau approprié de connaissance et de compréhension de la méthodologie applicable (voir rubrique « Méthodologies et rapports associés » ci-dessus). Au début du comité, le président a confirmé que les informations fournies au comité par l'analyste principal avaient été transmises dans les délais impartis et s'avéraient suffisantes pour que les membres du comité prennent une décision éclairée.

Après une introduction par l'analyste principal et la présentation de sa recommandation, le comité a débattu des facteurs clés de notation et des problématiques en jeu conformément aux critères applicables. Les facteurs de risque quantitatifs et qualitatifs ont été présentés et débattus à la lumière des résultats passés et des prévisions.

L'appréciation des facteurs clés de notation par le comité est reflétée dans le tableau 3 « Synthèse des scores » publié ci-dessus.

Le président s'est assuré que chaque membre du comité ait l'opportunité d'exprimer son opinion. Le président ou un analyste désigné par lui a revu le projet de communiqué de presse pour s'assurer de sa conformité avec les décisions prises par le comité. L'opinion et les décisions du comité de notation sont résumées dans les rubriques « Synthèse » et « Perspective » du présent communiqué de presse.

Aucun contenu (y compris les notations, l'analyse de crédit qui s'y rapporte ainsi que les données, modèles, logiciels et autres applications ou résultats qui en découlent) ou partie de contenu (le Contenu) ne peut être modifié, désassemblé, reproduit ou distribué sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans autorisation écrite préalable de Standard & Poor's Financial Services LLC ou des entités qui lui sont affiliées (collectivement dénommées S&P). Toute utilisation du Contenu à des fins non autorisées ou illégales est proscrite. Ni S&P, ni ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, préposés, actionnaires ou mandataires (collectivement les Parties S&P) n'accordent aucune garantie quant à l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du Contenu. Les Parties S&P ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, des résultats découlant de l'utilisation du Contenu ou de la sécurité ou la maintenance des données incluses par l'utilisateur. Le Contenu est fourni en l'état. LES PARTIES S&P N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, NOTAMMENT MAIS NON EXCLUSIVEMENT TOUTE GARANTIE CONCERNANT LA COMMERCIALISABILITÉ, L'ADÉQUATION À UNE FIN OU À UN USAGE DONNÉ, L'ABSENCE D'ERREUR OU DE DÉFAUT INFORMATIQUE, LE FONCTIONNEMENT ININTERROMPU DU CONTENU OU SA COMPATIBILITÉ AVEC TOUT LOGICIEL OU MATÉRIEL INFORMATIQUE. Les Parties S&P ne pourront en aucun cas être tenues responsables de quelque dommages, coûts, dépenses, frais juridiques ou pertes directs, indirects, accessoires, exemplaires, forfaitaires, punitifs, particuliers ou consécutifs que ce soit (notamment, mais non exclusivement, toute perte de revenu ou de gain et tout coût d'opportunité) liés à l'utilisation du Contenu, et ceci même si elles ont été informées de l'éventualité de tels dommages.

Les analyses relatives au crédit et à d'autres aspects, y compris les notations, ainsi que les déclarations incluses dans le Contenu, sont l'expression d'une opinion à la date à laquelle elles sont formulées et ne doivent en aucun cas être considérées comme une information factuelle. Les opinions, analyses et décisions de reconnaissance de notes (décrites ci-après) de S&P ne sont pas des recommandations d'acheter, conserver ou vendre de quelconques titres ou de prendre une quelconque décision d'investissement, et ne portent pas sur le caractère approprié d'une quelconque valeur mobilière. S&P n'a aucune obligation de mettre à jour le Contenu après publication sous quelque forme que ce soit. Le Contenu ne doit pas être le fondement d'une décision d'investissement ou commerciale et n'est pas destiné à remplacer les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, ses dirigeants, préposés, conseillers et/ou clients à cet égard. S&P n'intervient pas en qualité de fiduciaire ou de conseiller en investissement, sauf sur les territoires où il est immatriculé comme tel. S&P utilise des informations en provenance de sources qu'il estime fiables mais ne conduit toutefois aucun audit, ne procède à aucune vérification indépendante à l'égard de ces informations et ne contracte aucune obligation à ce titre.

Dans le cas où des autorités réglementaires autorisent une agence de notation à reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays à certaines fins réglementaires, S&P se réserve le droit d'attribuer, retirer ou suspendre une telle reconnaissance à tout moment et à son entière discrétion. Les Parties S&P déclinent toute obligation découlant de l'attribution, du retrait ou de la suspension d'une telle reconnaissance et toute responsabilité en cas de préjudice prétendument subi en conséquence.

Certaines activités de S&P sont conduites au sein d'unités séparées afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. De ce fait, certaines unités de S&P peuvent disposer d'informations qui ne sont pas accessibles à d'autres. S&P a mis en place des politiques et des procédures visant à préserver la confidentialité de certaines informations non publiques obtenues au cours de chaque processus analytique.

S&P peut être rémunéré pour ses notations et certaines analyses relatives au crédit. Cette rémunération est en principe payée par l'émetteur des titres, par les établissements souscripteurs ou par les débiteurs. S&P se réserve le droit de publier ses opinions et analyses. Les notes et analyses publiques de S&P sont disponibles sur son site Web www.standardandpoors.com (gratuitement), ainsi que sur www.ratingsdirect.com et www.globalcreditportal.com (sur abonnement), et peuvent être diffusées par d'autres moyens, y compris par des publications S&P et par l'intermédiaire de redistributeurs tiers. Des informations complémentaires concernant les tarifs de nos notations peuvent être consultées sur www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Copyright © 2015 par Standard & Poor's Financial Services LLC. Tous droits réservés.

STANDARD & POOR'S, S&P, GLOBAL CREDIT PORTAL et RATINGSDIRECT sont des marques déposées de Standard & Poor's Financial Services LLC.